

**Convention collective**

**IDCC : 9401. – EXPLOITATIONS AGRICOLES  
(Landes)  
(13 janvier 2015)**

(Étendue par arrêté du 27 février 2017,  
*Journal officiel* du 9 mars 2017)

**AVENANT N° 1 DU 13 MARS 2019**

NOR : *AGRS1997208M*

IDCC : 9401

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles FDSEA des Landes ;

Fédération départementale des CUMA des Landes ;

Syndicat des entrepreneurs des territoires des Landes,

D'une part, et

Syndicat général agroalimentaire – Confédération française démocratique du travail SGA CFDT des Landes ;

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture FGTA FO section agriculture ;

Syndicat national des cadres d'exploitation agricole SNCEA CFE-CGC ;

Syndicat CFTC-Agri des Landes,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'annexe « salaires » visée à l'article 37 de la convention collective du travail du 13 janvier 2015 est modifiée ainsi qu'il suit :

« À compter du 1<sup>er</sup> avril 2019, les salaires horaires du personnel d'exécution sont fixés comme suit :

*(En euros.)*

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
110	10,03
120	10,11
210	10,19
220	10,25
310	10,39
320	10,56

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
410	10,84
420	11,51

Hors accord d'entreprise plus favorable.

À compter du 1<sup>er</sup> avril 2019, le salaire horaire des techniciens et agents de maîtrise se définit de la façon suivante :

(En euros.)

NIVEAU	EMPLOI	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
I	Technicien	1	200	12,18
	Agent de maîtrise	2	225	12,74
II	Technicien	1	250	13,42
	Agent de maîtrise	2	275	13,96

## Article 2

La rémunération des cadres de la convention collective du travail du 13 janvier 2015 est modifiée ainsi qu'il suit :

« À compter du 1<sup>er</sup> avril 2019, le salaire horaire d'encadrement se définit de la façon suivante :

(En euros.)

NIVEAU	EMPLOI	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
I	Cadre d'exploitation	300	16,47
II	Cadre de direction	400	18,69

## Article 3

Dans la mesure où la présente convention a vocation à s'appliquer essentiellement auprès de très petites entreprises, les partenaires sociaux estiment que ces dispositions leur sont particulièrement applicables et qu'ainsi ils répondent à l'obligation issue de l'article L. 2261-19 du code du travail.

## Article 4

Les partenaires sociaux manquent de données d'état des lieux sur l'égalité de traitement des rémunérations entre les femmes et les hommes.

Ils demandent aux organismes *ad hoc* les données en matière d'écart de rémunération.

## Article 5

Le présent avenant prendra effet au 1<sup>er</sup> avril 2019.

## Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à la DIRECCTE Nouvelle-Aquitaine.

Fait à Mont-de-Marsan, le 13 mars 2019.

(Suivent les signatures.)